

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.64108

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Torsten OPPELLAND, *Gerhard Schröder (1910–1989). Politik zwischen Staat, Partei und Konfession*, Düsseldorf (Droste) 2002, 797 p. (Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 39).

Si son homonyme, chancelier SPD de la République fédérale allemande, est très connu en France, il n'en est pas de même pour Gerhard Schröder (1910–1989), un des grands dirigeants allemands de la CDU (président fédéral adjoint de 1967 à 1973), ministre sans interruption pendant 16 ans à des postes-clés, qui fut sans doute éclipsé, dans notre pays, par l'ombre du grand chancelier chrétien-démocrate, Konrad Adenauer. Oppeland, un historien spécialiste des milieux politiques allemands au XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi de leurs relations avec les États-Unis<sup>1</sup>, nous livre ici un portrait extrêmement précis de ce juriste, qui participe à la fondation de la CDU dès la fin de la guerre – et de sa captivité – et y fait une carrière politique assez fulgurante puisque qu'il est élu au premier parlement fédéral de 1949 et qu'Adenauer le choisit, en 1953, dans son second gouvernement, comme ministre de l'Intérieur. Si plusieurs de ses projets de l'époque échouent, la gauche allemande retiendra contre lui qu'il réussit à imposer l'interdiction du parti Communiste allemand (KPD). À partir de 1961, il succède à Brentano au Ministère des Affaires étrangères où il passe pour un Atlantiste, ce qui lui vaudra de demeurer en place avec le chancelier Erhard. Lors de la grande coalition de 1966, il cède à Willy Brandt (SPD) le portefeuille des Affaires étrangères et prend en charge la Défense nationale. Il espérait bien atteindre un jour le rang de chancelier et par deux fois il en fut très proche – on parlait de lui comme d'un «chancelier de réserve» –, mais sa carrière vacille quand, en 1969, il quitte le gouvernement à la fin de la Grande coalition et que, alors qu'il est le candidat officiel de la CDU, on lui préfère Gustav Heinemann pour la charge de président de la République fédérale. Il reste cependant actif à la direction de son parti et il demeure, jusqu'en 1980, président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag.

Oppeland a choisi un angle d'attaque précis, celui d'une biographie purement politique et très complète, qui montre les différents aspects de l'homme et qui n'insiste pas seulement sur ce que l'on considère généralement comme le principal apport de Schröder, à savoir les nouvelles approches qu'il proposa pour la politique vers l'Est – sans concession – au tout début des années 1960. Parmi les aspects originaux étudiés, on trouve l'analyse des tendances religieuses au sein de la CDU et leur retentissement sur le fonctionnement du parti tout comme sur les positions parfois divergentes de ses membres sur certains sujets. Gerhard Schröder était le porte-parole de l'aile protestante, plus conservatrice, dans un parti à écrasante majorité catholique, et ceci explique certains conflits internes au parti. Il est l'homme de l'ordre, de la minorité, et ceci pèsera lourd.

Les archives utilisées pour la rédaction de ce livre, qui est la publication d'une thèse d'habilitation, sont impressionnantes par leur quantité. Oppeland a pu bénéficier de deux sources nouvelles, les papiers politiques de Schröder, versés à la CDU et assez récemment ouverts au public, et des correspondances privées, confiées par la veuve du ministre, qui lui ont permis de mieux cerner ses années de formation, avant-guerre, lesquelles éclairent ses positions politiques pendant la Guerre froide. Ceci lui a permis d'apporter des éléments nouveaux et une approche plus fine de la vision de la politique étrangère de Schroeder que n'a pas pu le faire l'auteur récent d'un thèse sur ce sujet<sup>2</sup>. Il la montre plus équilibrée qu'on ne l'a dit, entre atlantisme, Europe et France.

1 Voir en particulier: Klaus LARRES, Thorsten OPPELLAND, *Deutschland und die USA im 20. Jahrhundert. Geschichte der politischen Beziehungen*, Darmstadt, 1997; *Deutsche Politiker 1949–1969. Biographische Skizzen aus Ost und West*, 2 Bände, Darmstadt 1999.

2 Franz EIBL, *Politik der Bewegung. Gerhard Schröder als Außenminister 1961–1966*, München 2001.

Les deux premiers chapitres sont donc consacrés à sa première formation politique et à ses réactions face aux événements de la République de Weimar, à la crise, puis au pouvoir nazi. En effet, il achève ses études dans les premières années de pouvoir du NSDAP. Il veut finir sa thèse et démarrer sa carrière sans difficulté. Pour sa tranquillité, il rejoint la SA, puis le parti nazi. Il suit en cela la politique choisie par le Parti national allemand (DVP) qu'il avait rejoint dès l'université. On ne peut pas parler d'un réel engagement nazi, mais il n'a cependant pas choisi de rester à l'écart alors qu'il n'y était pas obligé, ce qui souligne un opportunisme certain. Cependant, son début de carrière professionnelle et ses choix personnels ne laissent aucun doute sur sa rectitude morale: il travaille en effet dans un cabinet juridique tenus par des Juifs – et qui aident des Juifs à fuir – et il épouse, après dérogation, une jeune femme non-aryenne au regard de la loi. Enfin, il profite de son statut de soldat, pendant la guerre, pour rendre la carte du parti.

Mais l'essentiel du livre, soit les sept autres chapitres, est consacré à sa fulgurante carrière politique. Dans l'Allemagne «année zéro», il est immédiatement investi de tâches officielles en Rhénanie-Wesphalie et les lecteurs qui s'intéressent à l'histoire économique relèveront avec intérêt sa proximité avec Heinrich Dinkelbach et le North German Iron and Steel Control où il occupe, en 1947, un poste de chef de département. Ceci signifie qu'il fréquente les hommes du pouvoir économique dans la principale région allemande de l'industrie. Ce n'est sans doute pas sans rapport avec sa carrière exceptionnelle qu'il doit aussi à ses talents de juriste et à une excellente faculté de maîtrise de tous les dossiers politiques. De plus, ses débuts politiques ont été facilités par un bon talent oratoire et un militantisme à toute épreuve.

L'auteur évoque à plusieurs reprises une approche réaliste du pouvoir, qui a marqué la politique étrangère qu'il a menée en tant que ministre. Une grande partie de ses actions, réussies ou non, étaient motivées par la sensation qu'il avait d'une réelle menace de la part de l'Allemagne de l'Est. D'où des mesures sévères et un homme considéré comme ultra-autoritaire par ses adversaires du SPD qui ne se privèrent pas de faire resurgir son passé nazi.

Par rapport à la France, il fut surtout méfiant envers la politique anti-américaine du général de Gaulle, plus qu'anti-français comme on l'a dit, ce qui a aussi pesé sur sa carrière car il allait alors à contre-courant. Il était pourtant chargé des Affaires étrangères dans le gouvernement sous lequel se signa le traité d'amitié franco-allemand de 1963 et n'a donc pas pu être très éloigné de cette décision. Il était d'ailleurs personnellement largement soutenu par Adenauer qui voyait en lui un successeur possible et il avait toujours appuyé le chancelier dans sa politique d'intégration à l'Ouest et de réarmement de l'Allemagne, mais une coopération étroite avec les États-Unis lui semblait tout autant indispensable pour la sécurité allemande que l'Europe ne pouvait assurer seule, et encore moins la France. Quand Kennedy vient à Berlin en 1963, c'est lui qui l'accueille avec Adenauer, et c'est pour lui une belle réussite.

Schröder ne fut pas vraiment une figure marquante de l'histoire politique de la RFA – et l'Histoire, assez cruelle, l'a déjà bien oublié – mais il fut cependant une personnalité tout à fait singulière. Le suivi pas à pas de la carrière de cet homme politique de premier plan, mais assez peu populaire, permet aussi de voir de près comment Adenauer, puis Erhard, ont gouverné l'Allemagne dans ces années difficiles. On peut aussi mieux comprendre le véritable changement politique en profondeur qui s'opère à partir de la Grande coalition. L'Allemagne des années soixante-dix n'est plus la même, ses hommes politiques non plus et Schröder n'y a plus vraiment sa place. Cette biographie, au-delà du personnage présenté, constitue une passionnante présentation de la vie politique allemande et particulièrement de la politique extérieure pendant les vingt premières années de la RFA. On trouvera à la fin de cet ouvrage une précieuse et abondante bibliographie sur ces thèmes.

Françoise BERGER, Grenoble